



Les accords de Matignon en 3^e : cours, exercices et méthode pour le brevet

3^e

Difficulté ★★

⌚ 45 min

Objectif : Les accords de Matignon

Tombe souvent au brevet

Fiche complète + corrigé

Compétence visée (programme cycle 4) : Première Guerre mondiale, régimes totalitaires, Seconde Guerre mondiale et Shoah, guerre froide, décolonisation, Ve République, monde depuis 1989.



Coach Vince te résume l'essentiel

- ▶ Les accords de Matignon cherchent à mettre fin aux violences entre indépendantistes kanak et partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France.
- ▶ Signés en 1988, ils organisent le partage du pouvoir, le rééquilibrage économique et une période de paix.
- ▶ Tu dois montrer que ces accords ouvrent un processus politique, sans régler immédiatement la question de l'indépendance.

AU BREVET, ON TE DEMANDE...

Les accords de Matignon peuvent être mobilisés dans une question sur la décolonisation ou sur l'action de l'État sous la Ve République. Tu dois présenter le document, prélever et citer une information précise, puis l'expliquer avec le contexte de 1988.

Type de question Analyse de document historique accompagnée de questions de connaissances et d'une courte réponse rédigée. Le document peut être un extrait d'accord, une photographie de la signature, une carte des provinces ou un texte officiel.

Exemple type Document d'entraînement : extrait adapté de l'accord sur la Nouvelle-Calédonie signé à Matignon le 26 juin 1988 : « Les partenaires s'engagent dans une politique de rééquilibrage » et préparent une consultation sur l'avenir du territoire. Question type : « À l'aide du document et de tes connaissances, explique pourquoi les accords de Matignon constituent une étape importante dans l'apaisement de la Nouvelle-Calédonie. » Dans ta réponse, présente d'abord le texte comme un accord politique signé en 1988. Cite ensuite « politique de rééquilibrage » et explique qu'il s'agit de réduire les inégalités, notamment dans les zones kanak. Remplace enfin le texte après la crise d'Ouvéa et montre que l'accord ouvre un processus politique sans accorder immédiatement l'indépendance.

Alerte piège Paraphraser le document sans le citer, ou réciter le cours sans contextualiser. Cite une expression précise du document, explique son sens, puis ajoute tes connaissances sur les violences de 1988, les acteurs et les mesures de rééquilibrage. N'écris pas que l'indépendance est obtenue dès 1988.

LA LEÇON

Comprendre le territoire et les tensions

La Nouvelle-Calédonie est un archipel français situé dans l'océan Pacifique. Sa population est composée notamment de Kanak, peuple autochtone, et de populations venues d'Europe ou d'autres territoires du Pacifique. Cette diversité ne suffit pas à expliquer le conflit : celui-ci porte surtout sur le pouvoir politique, l'accès à la terre, les inégalités économiques et l'avenir institutionnel du territoire. Une partie des Kanak revendique l'indépendance, car elle considère que la colonisation française a privé son peuple de ses terres et de sa maîtrise politique. D'autres habitants souhaitent rester dans la République française, par attachement à la France ou par inquiétude face aux changements qu'entraînerait l'indépendance. Le mot indépendantiste désigne donc ceux qui demandent la souveraineté de la Nouvelle-Calédonie ; le mot loyaliste désigne ceux qui veulent son maintien dans la France. Ne présente jamais ces deux camps comme deux groupes parfaitement séparés par l'origine : les positions politiques sont plus complexes. Dans les années 1980, les tensions deviennent très fortes. Le Front de libération nationale kanak et socialiste, ou FLNKS, porte la revendication indépendantiste. Le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, ou RPCR, défend le maintien dans la France. Des affrontements, des barrages et des violences marquent alors la vie politique. Retenir seulement qu'il existe « un conflit ethnique » serait insuffisant : il s'agit aussi d'un conflit colonial, social, territorial et politique.

Les acteurs à identifier sans les confondre

Acteur	Position ou rôle	Ce qu'il faut retenir
FLNKS	Mouvement indépendantiste kanak	Il réclame la reconnaissance du peuple kanak et l'accès à l'indépendance.
Jean-Marie Tjibaou	Dirigeant du FLNKS	Il accepte la négociation pour sortir de la violence.
RPCR	Mouvement loyaliste	Il souhaite que la Nouvelle-Calédonie demeure française.
Jacques Lafleur	Dirigeant du RPCR	Il représente les partisans du maintien dans la France lors des négociations.
État français	Médiateur et signataire	Le gouvernement de Michel Rocard organise la négociation et garantit l'application des accords.

1988 : sortir de la crise d'Ouvéa

Le point de départ immédiat des accords est la crise d'Ouvéa, au printemps 1988. Sur cette île, des indépendantistes prennent des gendarmes en otage. L'intervention des forces françaises pour les libérer se termine dans la violence. Cet épisode montre que la situation peut basculer dans un affrontement durable entre les camps. Il crée aussi une urgence politique : continuer avec les mêmes méthodes risque d'aggraver les divisions. Michel Rocard devient Premier ministre en 1988 et choisit une autre voie : la négociation. Son objectif n'est pas de faire disparaître les désaccords par une simple décision de Paris. Il cherche à obtenir l'acceptation d'un compromis par les représentants des deux camps. C'est une idée essentielle : un accord de paix n'efface pas les causes profondes d'un conflit, mais il crée des règles pour éviter que le désaccord ne se transforme en violence. Les discussions sont difficiles, car les représentants doivent accepter de parler avec leurs adversaires. Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur prennent un risque politique en signant un compromis. Tu peux employer le mot conciliation : il désigne la recherche d'un accord entre des positions opposées. L'État français ne se contente donc pas d'imposer une solution ; il arbitre, garantit et accompagne un processus négocié.

Le repère à savoir formuler

Les accords de Matignon sont des accords politiques signés en 1988 entre l'État français, le FLNKS et le RPCR. Ils mettent en place une période de paix, un partage des responsabilités et un rééquilibrage en faveur des zones kanak, avant une consultation sur l'avenir du territoire.

Ce que prévoient les accords

- Le retour à la paix : les acteurs renoncent à la confrontation violente et s'engagent dans une solution politique. Des mesures de pardon et d'amnistie accompagnent cette volonté d'apaisement.
- Une nouvelle organisation territoriale : la Nouvelle-Calédonie est divisée en provinces disposant de compétences et de moyens. Cette organisation doit permettre une meilleure représentation des populations et des territoires.
- Le rééquilibrage économique et social : les accords prévoient de développer davantage les régions où vivent de nombreux Kanak, notamment par des équipements, des formations et des investissements.
- Un délai avant la décision finale : l'indépendance n'est ni accordée ni refusée immédiatement. Les parties acceptent une période de préparation avant de consulter la population sur l'avenir institutionnel du territoire.
- Un engagement de l'État : la France finance et accompagne les mesures prévues. Elle reste donc un acteur décisif, même si les responsables locaux participent davantage aux décisions.

Matignon et Oudinot : employer les mots avec précision

Les accords de Matignon sont signés le 26 juin 1988 à Paris. Ils fixent le compromis politique entre les représentants des camps opposés et l'État français. Quelques semaines plus tard, les accords d'Oudinot précisent les modalités concrètes d'application : institutions, découpage en provinces et mesures de développement. Dans de nombreux cours et documents, l'expression « accords de Matignon » désigne l'ensemble de ce processus engagé en 1988. Si un document distingue les deux textes, respecte cette distinction. Tu peux écrire que les accords de Matignon ouvrent la réconciliation politique et que les accords d'Oudinot organisent plus précisément leur mise en œuvre. Ne les oppose pas : ils appartiennent au même règlement négocié. La période prévue doit conduire à une consultation sur l'autodétermination. L'autodétermination est le droit pour une population de décider de son statut politique. Ici, la question est de savoir si la Nouvelle-Calédonie doit devenir indépendante ou conserver un lien avec la France. Toutefois, la consultation prévue ne se déroule pas sous la forme initialement envisagée. En 1998, un nouvel accord est conclu : l'accord de Nouméa. Il prolonge le processus et organise un transfert progressif de compétences vers la Nouvelle-Calédonie. Attention à la chronologie : Matignon vient avant Nouméa. Les accords de Matignon ne règlent donc pas définitivement l'avenir institutionnel du territoire ; ils rendent possible la poursuite du dialogue.

Expliquer leur importance dans l'histoire française

Les accords de Matignon s'inscrivent dans l'histoire de la décolonisation. Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux territoires colonisés accèdent à l'indépendance. La situation de la Nouvelle-Calédonie est différente : elle reste française, mais la revendication d'autodétermination y demeure forte. Les accords montrent que la décolonisation ne prend pas toujours la forme d'une indépendance immédiate. Elle peut aussi passer par des négociations, une autonomie plus grande et des consultations populaires. Ils illustrent également le fonctionnement de la Ve République. Le gouvernement français intervient dans une crise grave sur un territoire français éloigné de la métropole. Il utilise la négociation politique, la loi et l'organisation administrative pour tenter de rétablir la paix. Au brevet, tu dois éviter deux erreurs de raisonnement. Première erreur : affirmer que les accords donnent l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie. C'est faux, car ils reportent la décision et préparent une consultation. Deuxième erreur : présenter les accords comme un simple cessez-le-feu. Ils vont plus loin, puisqu'ils prévoient des institutions, des aides au développement et une redistribution des responsabilités. Une bonne réponse relie toujours les causes, les mesures et les conséquences : tensions et violences ; compromis de 1988 ; paix durable et poursuite du processus avec l'accord de Nouméa. Voilà ton plan de jeu pour une réponse solide.

La méthode pour analyser un document

Au brevet, commence par présenter le document : sa nature, son auteur, sa date et son sujet. Appuie ensuite chaque idée sur une citation courte entre guillemets, puis explique cette citation avec tes connaissances. Par exemple, dans un extrait de l'accord sur la Nouvelle-Calédonie signé à Matignon le 26 juin 1988, les signataires prévoient une « politique de rééquilibrage » et une consultation sur l'avenir du territoire. Tu peux citer « rééquilibrage », puis interpréter : cette mesure cherche à réduire les inégalités économiques et sociales qui touchent particulièrement les zones kanak. Contextualise enfin : en 1988, après les violences et la crise d'Ouvéa, cette négociation vise à sortir du conflit sans décider immédiatement de l'indépendance. Ne recopie pas le texte ; prélève une information, cite-la et explique son sens.

Exemples résolus

Expliquer le but des accords

Énoncé. Rédige une réponse de quelques lignes à la question : « Pourquoi les accords de Matignon sont-ils signés en 1988 ? »

1. Repère la cause immédiate : la crise d'Ouvéa révèle la gravité des violences.
2. Nomme les oppositions : indépendantistes kanak et loyalistes s'affrontent sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.
3. Présente le rôle de l'État français : il organise une négociation entre les représentants des deux camps.
4. Conclue sur le but : ramener la paix et ouvrir un processus politique.

Résultat : Les accords de Matignon sont signés en 1988 pour mettre fin aux violences en Nouvelle-Calédonie, aggravées par la crise d'Ouvéa. L'État français négocie avec le FLNKS indépendantiste et le RPCR loyaliste afin de rétablir la paix et de préparer une décision sur l'avenir du territoire.

Distinguer les accords de Matignon et l'accord de Nouméa

Énoncé. Un élève écrit : « L'accord de Nouméa est signé avant les accords de Matignon et donne immédiatement l'indépendance. » Corrige cette phrase.

1. Vérifie d'abord l'ordre chronologique : les accords de Matignon datent de 1988.
2. Remplace l'accord de Nouméa : il est signé en 1998, après Matignon.
3. Contrôle l'affirmation sur l'indépendance : aucun des deux accords ne l'accorde immédiatement.
4. Rédige une correction complète avec les mots processus et consultation.

Résultat : Les accords de Matignon sont signés en 1988, avant l'accord de Nouméa de 1998. Ils n'accordent pas immédiatement l'indépendance : ils ouvrent un processus de paix, de rééquilibrage et de consultation sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Les conseils de Coach Vince



Construis une réponse complète

Au brevet, cite le contexte, les acteurs et les mesures avant de conclure sur les conséquences. Une date seule ou un nom seul ne justifie jamais une idée.



Garde la chronologie nette

Écris d'abord Matignon en 1988, puis Nouméa en 1998. Vérifie que tu n'attribues pas à un accord ce qui appartient à l'autre.

Erreurs fréquentes

Erreur à éviter	Pourquoi	Le bon réflexe
Écrire que les accords de Matignon rendent immédiatement la Nouvelle-Calédonie indépendante.	Les accords prévoient une période de préparation et une consultation future, pas une indépendance immédiate.	Utilise la formule : « ils ouvrent un processus d'autodétermination ».
Confondre le FLNKS et le RPCR.	Ces deux organisations défendent des choix opposés sur l'avenir du territoire.	Associe FLNKS à l'indépendance et RPCR au maintien dans la France.
Réduire les accords à l'arrêt des violences.	Ils prévoient aussi une nouvelle organisation politique et un rééquilibrage économique et social.	Dans ta réponse, cite toujours au moins deux mesures concrètes en plus du retour à la paix.

TA SÉANCE D'ENTRAÎNEMENT

1 Repère les acteurs ★★★

Associe chaque acteur à son rôle.

1. FLNKS
2. RPCR
3. Michel Rocard

2 Vérifie tes bases ★★★

Indique si chaque affirmation est vraie ou fausse, puis corrige les affirmations fausses.

1. Les accords de Matignon sont signés en 1988.
2. Les accords de Matignon accordent immédiatement l'indépendance.
3. Le rééquilibrage économique fait partie des mesures prévues.

3 Remets le processus en ordre ★★★

Classe les événements du plus ancien au plus récent.

1. Accords de Matignon ; accord de Nouméa ; crise d'Ouvéa.

4 Identifie les décisions ★★★

Classe chaque proposition dans la bonne catégorie : paix, institutions ou rééquilibrage.

1. Renoncement à la violence et mesures d'apaisement.
2. Création de provinces avec des responsabilités propres.
3. Développement renforcé des zones kanak.

5 Analyse une phrase historique ★★★

Explique ce que signifie l'expression « préparer l'avenir politique du territoire ».

Les accords prévoient une période avant une consultation sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

6 Corrige une réponse imprécise ★★★

Réécris cette phrase pour la rendre exacte.

1. « En 1988, le RPCR demande l'indépendance et le FLNKS veut rester français. »

7 Rédige une réponse de brevet ★★★

Rédige un paragraphe expliquant en quoi les accords de Matignon constituent un compromis.

Tu citeras le contexte, les acteurs et deux mesures prévues.

8 Distingue deux étapes ★★★

Compare les accords de Matignon et l'accord de Nouméa dans une réponse rédigée.

Indique leur ordre chronologique et leur rôle dans le processus politique.

ÉVALUATION

Réponds avec des phrases précises et emploie le vocabulaire historique attendu.

Barème : 20 points

1. Situe les accords de Matignon dans le temps. / 2
2. Nomme les deux organisations opposées lors des négociations et indique leur position. / 4
3. Explique le rôle de l'État français dans les accords. / 3
4. Cite deux mesures prévues par les accords. / 4
5. Explique pourquoi les accords ne règlent pas immédiatement la question de l'indépendance. / 3
6. Rédige un paragraphe montrant que les accords de Matignon cherchent à mettre fin à une crise durable. / 4

Quiz de révision

1. En quelle année les accords de Matignon sont-ils signés ?

A) 1945 B) 1958 C) 1988 D) 1998

2. Quel mouvement défend l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ?

A) Le FLNKS B) Le RPCR C) Le gouvernement français D) Le Sénat

3. Quel responsable représente le FLNKS dans la négociation ?

A) Michel Rocard B) Jean-Marie Tjibaou C) Jacques Lafleur D) Charles de Gaulle

4. Quel est l'objectif immédiat des accords de Matignon ?

A) Déclarer immédiatement l'indépendance B) Mettre fin aux violences par une négociation
C) Supprimer les provinces D) Fermer le territoire aux échanges

5. Que signifie l'autodétermination dans ce contexte ?

A) Le droit de choisir son statut politique B) L'obligation de rester français
C) La suppression des élections D) Le partage automatique des terres

6. Quelle mesure fait partie des accords de Matignon ?

A) Le rééquilibrage économique et social B) La disparition immédiate de l'État français
C) L'interdiction de toute consultation D) La suppression de toutes les institutions locales

7. Quelle affirmation est exacte ?

A) Les accords de Matignon sont postérieurs à l'accord de Nouméa.
B) Les accords de Matignon règlent définitivement l'indépendance en 1988.
C) Les accords de Matignon ouvrent un processus poursuivi par l'accord de Nouméa.
D) Les accords de Matignon concernent uniquement la métropole.

8. Pourquoi les accords de Matignon sont-ils un compromis ?

A) Parce qu'un seul camp impose toutes ses décisions
B) Parce que les camps opposés acceptent une solution négociée
C) Parce que la question politique disparaît
D) Parce que la Nouvelle-Calédonie devient immédiatement indépendante

Guide pour les parents

Faites-lui raconter le conflit avec ses propres mots, puis demandez-lui de distinguer les acteurs et les objectifs des accords.

- Demandez-lui de compléter oralement trois phrases : « Le FLNKS défend... », « Le RPCR défend... », « Les accords de Matignon permettent de... ».
- Faites relire une réponse rédigée en vérifiant une seule chose à la fois : chronologie, noms des acteurs, puis présence de mesures concrètes.

Questions fréquentes

Q. Les accords de Matignon donnent-ils l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie ?

R. Non. Ils organisent une période de paix et préparent une consultation sur l'avenir politique du territoire.

Q. Pourquoi parle-t-on aussi des accords d'Oudinot ?

R. Ils précisent l'application concrète du compromis conclu à Matignon, notamment l'organisation institutionnelle.

Q. Quel lien existe entre Matignon et l'accord de Nouméa ?

R. L'accord de Nouméa prolonge en 1998 le processus de dialogue lancé par les accords de Matignon.

Q. Que faut-il retenir pour le brevet ?

R. Si le sujet porte sur cet exemple, retiens le contexte de violence, les trois acteurs principaux, les mesures de paix et de rééquilibrage, puis le fait que l'indépendance n'est pas immédiate. Les accords de Matignon ne constituent pas un repère exigé systématiquement.

CORRIGÉ

Exercice 1 : Repère les acteurs

1. Mouvement indépendantiste kanak. *Il défend l'autodétermination et l'indépendance.*
2. Mouvement favorable au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France. *Il représente le camp loyaliste.*
3. Premier ministre qui organise la négociation de 1988. *Il représente l'État français dans le processus.*

Exercice 2 : Vérifie tes bases

1. Vrai. *Ils sont signés le 26 juin 1988.*
2. Faux. Ils prévoient un processus de paix et une consultation ultérieure sur l'avenir du territoire. *L'indépendance n'est pas décidée en 1988.*
3. Vrai. *Il vise notamment à réduire les inégalités entre les territoires.*

Exercice 3 : Remets le processus en ordre

1. Crise d'Ouvéa ; accords de Matignon ; accord de Nouméa. *La crise conduit aux négociations de 1988, prolongées par l'accord de 1998.*

Exercice 4 : Identifie les décisions

1. Paix. *L'objectif immédiat est de sortir de la crise.*
2. Institutions. *Cette mesure modifie l'organisation politique du territoire.*
3. Rééquilibrage. *Il s'agit de réduire les inégalités économiques et sociales.*

Exercice 5 : Analyse une phrase historique

1. Cette expression signifie que les accords ne tranchent pas immédiatement la question de l'indépendance. Ils organisent d'abord une période de paix, de partage des responsabilités et de rééquilibrage, avant de demander à la population de se prononcer sur le statut du territoire. *Ta réponse doit montrer qu'un délai est prévu avant la décision finale.*

Exercice 6 : Corrige une réponse imprécise

1. En 1988, le FLNKS défend l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, tandis que le RPCR souhaite son maintien dans la France. *Les positions des deux organisations ont été inversées dans la phrase de départ.*

Exercice 7 : Rédige une réponse de brevet

1. Les accords de Matignon constituent un compromis car ils sont conclus en 1988 après une période de fortes violences en Nouvelle-Calédonie. L'État français négocie entre le FLNKS, indépendantiste, et le RPCR, favorable au maintien dans la France. Les accords permettent le retour à la paix, organisent des provinces et prévoient un rééquilibrage économique en faveur des zones kanak. Ils ne décident pas immédiatement de l'indépendance, mais préparent une consultation sur l'avenir du territoire. *Une réponse complète relie les causes, les acteurs, les mesures et la limite de l'accord.*

Exercice 8 : Distingue deux étapes

1. Les accords de Matignon sont signés en 1988 et ouvrent une période de paix après les violences. Ils prévoient un rééquilibrage et une consultation sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. L'accord de Nouméa est signé en 1998 : il prolonge ce processus en organisant davantage de transferts de compétences vers la Nouvelle-Calédonie. Les deux accords appartiennent donc à une même démarche de règlement progressif. *Il faut préciser que Matignon précède Nouméa et qu'aucun des deux accords ne donne immédiatement l'indépendance.*

Corrigé de l'évaluation

1. Les accords de Matignon sont signés en 1988. / 2
2. Le FLNKS est indépendantiste ; le RPCR défend le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France. / 4
3. L'État français, représenté par le gouvernement de Michel Rocard, organise la négociation, signe les accords et garantit leur application. / 3
4. Réponse attendue : le retour à la paix, l'organisation en provinces, le rééquilibrage économique et social, ou la préparation d'une consultation sur l'avenir du territoire. / 4
5. Ils prévoient une période de préparation avant une consultation sur l'avenir politique de la Nouvelle-Calédonie. L'indépendance n'est donc ni accordée ni refusée immédiatement. / 3
6. Les accords de Matignon sont signés en 1988 pour sortir des violences qui opposent indépendantistes kanak et loyalistes en Nouvelle-Calédonie. Négociés avec l'État français, le FLNKS et le RPCR, ils prévoient / 4

le retour à la paix, une nouvelle organisation politique et un rééquilibrage économique. Ils ouvrent ainsi un processus de dialogue sur l'avenir du territoire.

Réponses du quiz

1. **C) 1988.** *Les accords de Matignon sont signés en 1988.*
2. **A) Le FLNKS.** *Le FLNKS est le mouvement indépendantiste kanak.*
3. **B) Jean-Marie Tjibaou.** *Jean-Marie Tjibaou est l'un des principaux dirigeants du FLNKS.*
4. **B) Mettre fin aux violences par une négociation.** *Les accords cherchent d'abord à rétablir la paix après une période de crise.*
5. **A) Le droit de choisir son statut politique.** *L'autodétermination permet à une population de décider de son avenir politique.*
6. **A) Le rééquilibrage économique et social.** *Les accords prévoient notamment un rééquilibrage en faveur des zones kanak.*
7. **C) Les accords de Matignon ouvrent un processus poursuivi par l'accord de Nouméa.** *L'accord de Nouméa de 1998 prolonge le processus lancé en 1988.*
8. **B) Parce que les camps opposés acceptent une solution négociée.** *Le compromis repose sur une négociation entre des acteurs aux positions opposées.*

Pour aller plus loin sur exercices-3eme.fr

- › **Toutes les fiches de Histoire-géographie en 3^e** · [/histoire-geographie-3eme/](#)
- › **Le domaine « histoire » en 3^e** · [/histoire-geographie-3eme/histoire/](#)
- › **Préparer le brevet (dates, épreuves, méthode)** · [/brevet/](#)